



National Association  
of Federal Retirees

Association nationale  
des retraités fédéraux

# Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget de 2020



## Recommandations

- **Recommandation 1** : Une consultation budgétaire devrait porter sur plus d'un sujet afin de permettre une discussion plus large sur une vaste gamme de sujets concernant les priorités financières du pays, notamment les soins de santé, la sécurité du revenu de retraite, une stratégie nationale pour les aînés, l'assurance-médicaments et les anciens combattants.
- **Recommandation 2** : L'Association nationale des retraités fédéraux considère que les Canadiens méritent une retraite sûre et digne, avec une source de revenus garantie et suffisante. Il faut en faire davantage pour que les Canadiens âgés puissent jouir d'une retraite saine, active et digne. L'Association nationale des retraités fédéraux recommande que le gouvernement protège les prestations constituées, protège les employés et les retraités en cas d'insolvabilité des entreprises et accroisse le montant des prestations déterminées. Le gouvernement doit s'engager à adopter une meilleure politique publique pour veiller à ce que les employés et les retraités reçoivent leur pension, notamment si les entreprises deviennent insolubles.
- **Recommandation 3** : L'Association nationale des retraités fédéraux recommande que le gouvernement mette en œuvre une stratégie nationale pour les aînés qui optimise la santé, la sécurité financière et l'inclusion sociale afin que tous les Canadiens puissent vieillir dans la dignité.
- **Recommandation 4** : Une stratégie nationale devrait également comprendre un programme national d'assurance-médicaments universel, public, complet, accessible et transférable afin que tous les Canadiens aient accès aux médicaments dont ils ont besoin.
- **Recommandation 5** : L'Association nationale des retraités fédéraux exhorte le gouvernement à investir dans les enjeux liés aux anciens combattants. Les anciens combattants éprouvent depuis longtemps des difficultés à obtenir du soutien de la part de plusieurs gouvernements successifs. Le gouvernement devrait s'appuyer sur le travail entrepris par le nouveau Groupe de transition des Forces armées canadiennes qui collabore avec Anciens Combattants Canada pour assurer une transition harmonieuse. L'Association nationale des retraités fédéraux recommande également que le gouvernement améliore l'accès à l'information et aux ressources, et qu'il soutienne la communication horizontale entre les ministères et les organismes qui desservent les anciens combattants et leurs familles, afin qu'ils puissent profiter du bien-être, des soins et des prestations qu'ils méritent.

## Discussion

L'Association nationale des retraités fédéraux constitue le plus important organisme national de défense des intérêts des membres actifs et retraités de la fonction publique fédérale, des Forces armées canadiennes, de la Gendarmerie royale du Canada et des juges à la retraite nommés par le gouvernement fédéral, ainsi que de leurs partenaires et survivants. Depuis 50 ans, l'organisme défend fièrement les intérêts de ses membres et de tous les retraités. En collaboration avec nos bénévoles et 176 000 membres d'un océan à l'autre, nous poursuivons notre tradition de campagnes de défense solides et intelligentes qui visent à protéger les retraites et les avantages durement gagnés de nos membres et à appuyer de bonnes politiques qui améliorent la vie de tous les Canadiens à la retraite.

Cette année, le Comité des finances a demandé des mémoires sur le budget 2020 portant spécifiquement sur le thème « L'urgence climatique : la transition requise vers une économie faible en carbone ». Bien que les retraités fédéraux reconnaissent la menace importante que représentent les changements climatiques et en saisissent la mesure, nous estimons que le fait d'axer toute la consultation budgétaire sur un seul sujet limite la possibilité d'une discussion plus vaste sur la grande variété de sujets qui devraient être inclus dans une conversation sur les priorités financières de notre pays, des priorités comme les soins de santé, la sécurité du revenu de retraite, la stratégie nationale pour les aînés et les anciens combattants.

## Rendre le revenu de retraite plus sûr

L'Association nationale des retraités fédéraux considère que les Canadiens méritent une retraite sûre et digne, avec une source de revenus garantie et suffisante. Malheureusement, ce n'est pas le cas de bon nombre de nos membres et des Canadiens en général. Statistique Canada estime que 12 % des familles de personnes âgées sont considérées comme à faible revenu et que 28,5 % des aînés vivant seuls sont considérés comme à faible revenu, ce qui représente 600 000 aînés canadiens vivant dans la pauvreté. Bien que les récentes augmentations du Régime de pensions du Canada (RPC), du programme de la Sécurité de la vieillesse (SV) et du Supplément de revenu garanti (SRG) constituent un pas dans la bonne direction, il faut en faire davantage pour que les Canadiens âgés puissent jouir d'une retraite saine, active et digne. L'Association nationale des retraités fédéraux incite donc le prochain gouvernement à protéger les prestations constituées, à protéger les employés et les retraités en cas d'insolvabilité des entreprises et à accroître le montant des prestations déterminées.

Aucun employeur, que ce soit dans le secteur public ou privé, ne devrait être autorisé à modifier la rémunération promise aux employés une fois qu'ils ont pris leur retraite – les prestations constituées doivent être respectées. Une pension est un engagement. Les gouvernements doivent s'engager à adopter une meilleure politique publique pour veiller à ce que les employés et les retraités reçoivent leur pension, notamment si les entreprises deviennent insolvables. Selon une étude du National Institute on Retirement Security aux États-Unis, les régimes à prestations déterminées offrent le même revenu de retraite à la moitié du coût des régimes à cotisations déterminées en raison de la baisse des frais, d'un portefeuille de placements équilibré et de la protection contre les risques liés à la longévité. En outre, des études montrent que des régimes de retraite à prestations déterminées solides, comme le régime de pensions de retraite de la fonction publique, contribuent de façon importante aux économies locales. Les retraités continuent de dépenser – jusqu'à 80 % de toutes les sommes versées au titre des pensions sont injectées dans les économies locales.

## **Mettre en œuvre une stratégie nationale pour les aînés**

L'Association nationale des retraités fédéraux considère également que le Canada a besoin d'une stratégie nationale pour les aînés qui optimise la santé, la sécurité financière et l'inclusion sociale afin que tous les Canadiens puissent vieillir dans la dignité. Les Canadiens âgés constituent le segment de la population qui croît le plus rapidement, mais les lacunes dans les politiques sociales et de soins de santé du Canada créent des obstacles à l'autonomie des aînés et au rôle essentiel qu'ils jouent dans des collectivités et des économies dynamiques et saines. Une stratégie nationale coordonnée pour les aînés, assortie d'un financement dédié et d'objectifs de redevabilité, nous permettra de répondre aux besoins changeants des aînés. Les Canadiens vivent plus longtemps et notre système de santé ne suit pas l'évolution démographique.

Nous avons besoin d'un système de santé accessible et de qualité qui contribue à tenir compte des déterminants sociaux de la santé. Les normes de soins ne sont pas uniformes d'un bout à l'autre du pays. Un grand nombre de Canadiens n'a pas accès à un fournisseur de soins primaires et le Canada ne dispose que d'un gériatre pour 15 000 adultes. On a de plus en plus besoin de travailleurs en soins communautaires et de préposés aux services de soutien à la personne. Des taux de dotation adéquats, une meilleure formation et une meilleure éducation ainsi que des conditions de travail sécuritaires sont nécessaires pour améliorer les soins. Les lacunes dans les soins de longue durée et les soins à domicile obligent les aînés à rester à l'hôpital plus longtemps qu'ils n'en ont besoin. Une stratégie nationale devrait encourager l'intégration des services hospitaliers, communautaires et de soins à domicile afin de permettre aux aînés de recevoir des soins dans des milieux confortables et familiers. Plus de 8 millions de Canadiens s'occupent d'un membre de leur famille ou d'un ami, ce qui représente environ 25 milliards de dollars en travail non rémunéré. Cela se répercute sur leurs finances personnelles et sur leur santé physique et mentale.

## **Prioriser l'assurance-médicaments**

Une stratégie nationale devrait également inclure l'assurance-médicaments. Tous les Canadiens devraient avoir accès aux médicaments dont ils ont besoin. Un programme national d'assurance-médicaments universel, public, complet, accessible et transférable réduirait les coûts et améliorerait la santé de la population. Cela permettrait également une meilleure surveillance des médicaments et réduirait le fardeau des autres parties du système de santé. Le Canada est le seul pays au monde à disposer d'un régime universel de soins de santé qui n'inclut pas tous les médicaments. Les Canadiens paient toujours un tarif des plus élevés pour leurs médicaments d'ordonnance. 20 % des Canadiens disposent d'une couverture insuffisante pour répondre à leurs besoins, et un ménage sur quatre au Canada n'a pas les moyens de se procurer tous les médicaments qui lui sont prescrits. Un régime public universel d'assurance-médicaments aiderait les Canadiens à mieux gérer leur santé, réduirait le coût des médicaments et permettrait une meilleure surveillance de l'efficacité et de l'innocuité des médicaments. Il allégerait également le fardeau des autres secteurs du système de santé, car des études estiment qu'un régime national coordonné d'assurance-médicaments permettrait d'économiser entre 4 et 11 milliards de dollars par année.

## **Mieux-être accru pour les vétérans et leurs familles**

Finalement, l'Association nationale des retraités fédéraux exhorte le gouvernement à investir dans les enjeux liés aux anciens combattants. Les anciens combattants éprouvent depuis longtemps des difficultés

à obtenir du soutien de la part de plusieurs gouvernements successifs. Il leur est très difficile de recevoir les soins dont ils ont besoin pour disposer d'une qualité de vie acceptable après le service. La transition à la vie civile représente un grand changement qui peut être particulièrement difficile pour ceux qui sont aux prises avec une maladie, une blessure ou un traumatisme, et le transfert au système de santé civil est souvent marqué par des difficultés à trouver des médecins de famille, de longues attentes et des dossiers médicaux incomplets ou manquants. Cela peut signifier que les anciens combattants malades ou blessés ne peuvent pas avoir accès aux prestations et aux services financiers, de santé et autres d'Anciens Combattants Canada. Le futur gouvernement devrait s'appuyer sur le travail entrepris par le nouveau Groupe de transition des Forces armées canadiennes, qui collabore avec Anciens Combattants Canada. Ce groupe s'efforce de rendre harmonieuse la transition de la continuité des soins médicaux et du transfert des dossiers à des programmes coordonnés et à un processus de demande clair, en passant par le soutien à chaque étape.

De nombreux changements de ministre des Anciens Combattants et des erreurs de calcul des paiements aggravent le manque de confiance dans le système sur lequel les anciens combattants comptent. Le gouvernement ne peut pas tout faire seul. Le prochain gouvernement doit améliorer l'accès à l'information et aux ressources en travaillant à des solutions avec les fournisseurs de services nationaux, les organismes sans but lucratif et les organismes communautaires. Il est important de mettre l'accent sur les communications horizontales entre les ministères et les organismes gouvernementaux qui offrent des services aux anciens combattants et à leur famille, ainsi que de les appuyer. Les anciens combattants ont servi le Canada et étaient prêts à risquer leur vie pour le faire. C'est maintenant au tour du Canada de soutenir les anciens combattants des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada et de veiller à ce qu'eux-mêmes et leur famille puissent profiter du bien-être, des soins et des prestations qu'ils méritent.

Bien que nous ne choisissons pas de minimiser l'importance des changements climatiques, nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre les discussions positives sur ces sujets et d'autres sujets pertinents au cours des discussions du Comité des finances sur le budget fédéral. Nous sommes heureux d'aider le Comité et de participer à d'autres discussions.